



Agora

Rechercher :

- ACCUEIL
- HISTOIRE
- ACTUALITÉS
- AGORA
- LIVRES, ARTS, SCÈNES
- MUSIQUES
- WUKALI

Agora

Et aussi

La culture est-elle un secteur économique comme un autre ?

### *Pour la défense et la sécurité de l'Europe*

*L'avenir de la France et de l'Union européenne sont sources d'inquiétude, qui incite à l'action.*

[European defense issues](#)



- [Une analyse sur les questions de défense européenne de Jean Marsia, président de la S&E](#)

S'il appartient aux seuls Français de trancher en faveur de tel ou tel candidat à la présidence de la République ou aux législatives, il est à espérer qu'ils voteront en connaissance de cause, en prenant en compte tant l'intérêt local, régional, national qu'europpéen, que celui de leurs voisins, alliés, clients et fournisseurs. Ils devront pour ce faire éviter de se laisser bernier par les candidats souverainistes, nationalistes, réactionnaires ou déconnectés du monde, et désorienter par les médias classiques ou sociaux. Voici deux exemples d'informations biaisées.

Ainsi, [Luuk Van Middelaar](#), ancien conseiller de M. [Van Rompuy](#) à la présidence du *Conseil européen*, écrit dans *Le Monde* du 19/20/3/2017, p. 28, que « *le récent scrutin néerlandais a brisé la dynamique « Brexit-Trump » avec une nette victoire du centre-droit* ». Or, le parti « libéral-conservateur » reste premier avec 33 sièges, mais il en a perdu 8. Il aura donc de la peine à constituer une nouvelle coalition, d'autant plus que ses actuels partenaires, les sociaux-démocrates, sont les grands perdants : ils chutent de 38 à 9 sièges. Les grands gagnants sont les écologistes qui bondissent de 4 à 14 sièges. Les autres gagnants sont les chrétiens-démocrates, les libéraux-démocrates et l'extrême-droite : ils passent respectivement de 13 à 19 sièges, de 12 à 19 sièges et de 15 à 20 sièges.

Par contre Luuk Van Middelaar a raison de proclamer que « *L'Union européenne doit trouver un meilleur équilibre entre les libertés qu'elle produit et la protection qu'elle offre* ». Mais que ne l'a-t-il dit lorsqu'il était au Conseil européen !

Dans ce même journal, à la même page, le président du *Parlement européen*, [Antonio Tajani](#) répète son

crédo : « *Nous avons aussi besoin d'une défense européenne et d'une industrie de la défense pour nous protéger efficacement.* ». Fort bien ! Mais que propose-t-il concrètement ? Un plan Marshall pour l'Afrique ! Il se félicite par ailleurs que l'Europe est « *la seule région du monde où la peine de mort n'est plus appliquée* », négligeant le fait que les terroristes islamistes ne se privent pas d'y recourir, aussi chez nous.



J-CI Juncker ©Reuters

En ce qui concerne l'Union européenne (UE), la *Commission Juncker* n'a présenté, le 1<sup>er</sup> mars 2017, qu'un pseudo-livre blanc et non pas le recueil attendu d'informations objectives, factuelles, destiné à un public déterminé, pour l'amener à prendre une décision sur un sujet particulier. Les livres blancs rédigés par les Commissions par le passé contenaient un ensemble argumenté de propositions d'actions communautaires. Ils étaient rédigés dans la transparence par des membres de la Commission, des représentants des groupes d'intérêts et des administrations nationales. M. **Juncker** a travaillé secrètement, en petit

comité. Il suggère que l'UE avance dans les domaines de la défense, de la mondialisation, de l'Union économique et monétaire, de l'Europe sociale, des finances européennes, puis il fait état de cinq scénarios pour l'UE à 27 :

- 1 : elle exécuterait les décisions de fin 2016, à **Bratislava**, en matière d'emploi, de croissance et d'investissement, de lutte antiterroriste, de défense. Ce dernier domaine serait circonscrit à la recherche, à l'industrie et à la passation conjointe de marchés, à la mise en commun de capacités militaires et au renforcement de la solidarité financière pour les missions de l'UE à l'étranger.
- 2 : elle se réduirait au marché unique, et législation européenne serait élaguée : pour chaque nouvelle initiative, deux textes seraient retirés, bien que affaiblisse la monnaie unique et expose à une nouvelle crise financière.
- 3 : elle renforcerait le marché unique et l'unité de l'UE, mais certains États coopéreraient plus intensément en matière de défense, de sécurité intérieure, de fiscalité ou dans les affaires sociales, sans fermer la porte aux autres États membres. L'effort en matière de défense porterait sur le renforcement de la base industrielle et technologique, ainsi que de la recherche, sur l'organisation de marchés publics conjoints, sur l'amélioration de l'intégration des capacités et de la préparation militaire pour les missions extérieures européennes.
- 4 : elle se focaliserait sur l'innovation, le commerce, la sécurité, la migration, la gestion des frontières et la défense. Les décisions prises seraient exécutées beaucoup plus rapidement. Les garde-frontières et garde-côtes européens assureraient le contrôle des frontières extérieures. Des capacités européennes de défense seraient constituées.
- 5 : elle mettrait en commun plus de pouvoirs, de ressources et de processus décisionnels dans tous les secteurs, prioritairement celui de la défense et de la sécurité, dans le cadre d'une UE de défense, pilier européen de l'OTAN, qui représenterait l'Europe dans les institutions internationales. L'UE de défense mettrait en œuvre l'approche globale, renforcerait sa première place pour l'aide humanitaire et l'aide au développement, intensifierait sa lutte contre le réchauffement climatique. Les accords commerciaux internationaux seraient ratifiés par le Parlement européen. La zone euro coordonnerait mieux les matières budgétaire, sociale et fiscale, de même que la surveillance des services financiers. L'UE aurait les moyens financiers de cette politique. Elle pourrait assurer la solidarité entre les États membres, les régions et les secteurs. Le processus de décision de l'UE serait fluidifié. Les citoyens auraient plus de droits découlant directement du droit de l'UE.

M. Juncker nous promet qu'en septembre, son discours sur l'état de l'Union reprendra et développera ces propositions, puis que les premières décisions seront prises par le *Conseil européen* de décembre, pour une mise en œuvre avant les élections européennes de juin 2019. Mais s'il assure à juste titre que « *c'est notre volonté collective qui fera avancer l'Europe* » et que « *nous tenons l'avenir de l'Europe entre nos mains* », son Livre n'est en aucun cas le nouvel « acte de naissance de l'UE à 27 » attendu.

C'est décevant : la Commission a été créée pour être le moteur de l'UE, pour fixer des perspectives. Elle a le monopole de l'initiative législative. Il lui appartient donc de lancer des projets, et non de formuler un scénario (le n° 2) de régression, qui fait l'affaire des populistes, des souverainistes, des nationalistes. Les autres scénarios, les n° 1, 3 et 4 n'ont guère de sens. Le n° 5 aurait dû proposer que les États membres de l'UE fassent le pas vers le fédéralisme, progressivement, en commençant par les moins souverains.

Bref, M. Juncker laisse aux gouvernements le soin de définir le futur de l'Europe, alors que chacun d'eux défend son intérêt national. C'est à la Commission de défendre l'intérêt général de l'UE !

Ceux de nos chefs d'État et de gouvernement se qualifient de « Quatre Grands européens », ce qui fait bien rire M. **Poutine**. Bien que fragilisés ou sur le départ, ils se sont réunis le 6 mars, pour préparer le Conseil des 9 et 10 mars. Incapables d'élaborer une vision d'avenir, mais mesurant enfin que la défense et la sécurité sont prioritaires pour les coopérations futures, ils ont même échoué à converger sur la méthode : ils veulent, pour **François Hollande**,



aller plus vite et plus loin dans quelques domaines, pour **Angela Merkel**, une Europe à différentes vitesses, pour **Paolo Gentiloni**, différents niveaux d'intégration, sans perdre de vue le projet commun et pour **Mariano Rajoy** une intégration avec tous les volontaires.

Le premier ministre espagnol Mariano Rajoy, la chancelière allemande Angela Merkel, le président François Hollande, le Premier-ministre italien Paolo Gentiloni. Versailles. 06/03/2017.  
©Martin Bureau AFP

Ce même 6 mars, les *ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'UE* ont enfin décidé de développer les capacités opérationnelles de planification et de conduite des missions et des opérations de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Cela donne : « *The establishment of a Military Planning and Conduct Capability (MPCC) within the EU Military Staff (EUMS), as a counterpart to the Civilian Planning and Conduct Capability (CPCC), and the creation of a Joint Support Coordination Cell which is formed by the MPCC and CPCC together.* »

La proposition de créer un quartier général européen date du 29 avril 2003. Il a fallu attendre le 23 mars 2012 pour que les ministres de Affaires étrangères activent le Centre d'opérations de l'UE (EU Operations Centre - OPCEN). Il est doté d'une dizaine de permanents, pour coordonner les trois missions de la PSDC dans la région de la *Corne de l'Afrique* et maximiser les synergies entre missions civiles et militaires. Le 18 novembre 2014, les ministres de la Défense ont étendu la zone de responsabilité de l'OPCEN vers le *Sahel*. La décision du 6 mars 2017 rend plus cohérent l'organigramme de *Service européen d'Action extérieure* et fait passer le nombre de personnes chargées de la planification et de la conduite des missions et des opérations de la PSDC à 30 ou 35 selon les sources, pour superviser les missions d'entraînement au Mali, en RCA et en Somalie. Certaines personnes chargées des appels d'offres, etc. dans les missions civiles pourraient en effet, à terme, rejoindre la MPCC.



Pour rappel, **Javier Solana** vers 2007, estimait que 140 personnes constituent une capacité de planification et de conduite effective, mais modeste : les structures de l'OTAN comptent des milliers de fonctions.

La MPCC ne sera pas opérationnelle demain : le prochain *Conseil des Affaires étrangères* de mai doit encore approuver un nouveau mandat de l'état-major de l'UE qui tienne compte de la création de la MPCC. Or, le Conseil européen des 9 et 10 mars s'est terminé par des conclusions du président du Conseil, et non du Conseil, vu l'opposition de la **Pologne**. Un seul paragraphe (le 8<sup>e</sup>), porte sur la sécurité et la défense. Il affirme notamment que l'Europe fournit des ressources suffisantes pour protéger ses citoyens, et qu'elle doit contribuer à la paix et à la stabilité dans le monde. Toutefois, les 28 ont approuvé l'établissement de la MPCC, salué la tenue d'une conférence de haut niveau sur la sécurité et la défense à Prague le 9 juin 2017 et demandé plus de coopération avec l'OTAN.

De la réunion des Quatre Grands, pas un mot les 9 et 10 mars : nos gouvernants ne sont d'accord que pour exclure une modification des traités, par crainte d'un désaveu populaire. En février dernier, le **Benelux** optait pour un noyau dur de pays pro-intégration, laissant de côté ceux qui préfèrent le statu quo ; le *groupe de Visegrad* (**Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie**) rejette l'Europe à plusieurs vitesses, ne voulant pas devenir des membres de seconde zone de l'UE ; enfin, la **Croatie** et la **Roumanie** estiment prioritaire de relancer le processus d'élargissement, en accord avec les dirigeants des Balkans non membres de l'UE qui sont « attachés à l'adhésion à l'UE », gage d'un « avenir libre et prospère ».

Certains ne se voient pas dessiner l'UE à 27 avant les élections allemandes de septembre 2017, mais d'autres sont conscients de l'urgence et veulent progresser rapidement. Ceux-ci savent que ni l'UE, ni aucun État membre, ne peut protéger les intérêts, les valeurs et le mode de vie des Européens. Certains proposent, avec les Américains et l'OTAN, de dépenser deux fois plus qu'aujourd'hui pour la défense. Ce serait tout profit de l'industrie de défense, surtout américaine, mais cela pénaliserait la relance de notre économie, le développement de l'emploi, de la santé, de l'enseignement, de la recherche, etc.

Il est hautement probable qu'à Rome, le 25 mars, la grand-messe du 60<sup>e</sup> anniversaire se limitera à quelques incantations visant à consolider une Union mise à mal par le **Brexit**, dont la notification est annoncée pour le 29 mars. Il est à craindre que nos dirigeants vont afficher leur crainte d'un éclatement de l'UE, et que, pour rassurer les 27 États membres, faute de projet de relance ambitieux, ils vont se contenter de mettre en évidence un épouvantail : les désastreuses conséquences économiques et politiques d'un retrait britannique. Ce n'est pas une façon adéquate de fêter un anniversaire. Il y a dix ans, les festivités s'étaient clôturées par l'engagement solennel et unanime des chefs d'État et de gouvernement de relancer la construction européenne, bloquée par l'échec du traité constitutionnel. Celui-ci, plus ou moins habilement camouflé, et devenu le **traité de Lisbonne**, mais ses dispositions les plus novatrices, notamment pour l'Europe de la défense, sont inappliquées. L'unanimité s'est effritée, les uns préparant leur sortie, les autres voulant progresser à des vitesses différentes.



**Jorge Domecq**, le directeur de l'Agence européenne de défense, l'a affirmé à juste titre dans le blog *Bruxelles2* : la défense est une question existentielle pour l'Europe ; tous nous devons travailler à diffuser cette conviction. Il ajoute que l'ordre mondial en totale mutation contraindra tôt ou tard les nations européennes à coopérer et à agir de concert si elles veulent continuer à pouvoir protéger leurs intérêts et leurs citoyens.

Un mot d'explication. Les **USA** dépensent pour la défense **3%** de leur



Les pays membres de l'agence depuis 2013 : l'UE sans le Danemark.

**PIB**, soit **600 milliards €** par an ; ils ont 980.000 militaires dont 187.700 (19%) en opérations extérieures. La somme des budgets de défense de l'**UE**, c'est **200 milliards €** par an, soit 1% de son PIB. Nous devrions donc disposer d'un tiers des capacités américaines, et nous en sommes à 5 ou 6 %, car nos moyens sont largement gaspillés. Ils servent principalement à payer un million et demi de militaires dont 80.000, soit environ 5%, sont utilisables en opérations extérieures. Pour la plupart, ce sont des Français, ou des légionnaires.

L'Europe a montré son manque de capacités militaires lors de l'*opération Harmattan* en **Libye** : 75 % des ravitaillements en l'air d'avions européens ont été réalisés par les Américains, car l'Europe n'avait que 42 avions ravitailleurs, de dix types différents, et les USA 650, de quatre modèles seulement.

Il en va de même pour tous les équipements militaires. En 2016, les États membres de l'UE possédaient 20 modèles d'avions de chasse (contre 6 aux États-Unis), 29 classes de frégates (4 aux États-Unis) et 20 sortes de véhicules blindés (2 aux États-Unis). Pour rationaliser cela, il faut qu'un seul état-major de défense, européen, exprime nos besoins de rééquipement à un ministre européen de la Défense, bref, il faut une Union politique, les États-Unis d'Europe (EUE).

En améliorant l'efficience des dépenses de défense dans les domaines du personnel, du fonctionnement et de l'entraînement, les EUE dégageraient des moyens bien plus considérables qu'aujourd'hui pour le rééquipement, jusqu'à 50 milliards € par an. Une fois unifié le marché des biens et services de défense, et augmentés les budgets de rééquipement, une politique industrielle de défense innovante serait possible. Les économies d'échelle dans l'industrie seraient substantielles et rendraient la base industrielle et technologique de défense (BITD) des EUE plus compétitive à l'exportation.

Pour maintenir la paix et sa prospérité, l'Europe aura besoin de toutes ses ressources. Aujourd'hui, l'entreprise américaine **General Dynamics** est le principal constructeur du secteur européen de l'armement terrestre. Le secteur aérospatial, notamment **Airbus** et **Ariane**, nous montrent une autre voie, celle du renouveau européen, de la réindustrialisation. En effet, une économie de services est aisément délocalisable et peine à se maintenir s'il n'y a pas d'industrie pour soutenir le chiffre d'affaires, pour établir le lien entre les laboratoires de recherche universitaire, les développeurs de technologie et les services associés.



Ariane 5. 76 lancements réussis d'affilée. S. Martin / ESA/CNES /Arianespace/AFP

La réindustrialisation de l'Europe est possible, par une plus grande efficience du travail et de l'énergie, ainsi que par une plus faible empreinte écologique que dans les pays concurrents. Ce renouveau ne peut se construire qu'en privilégiant l'éducation, la recherche et l'innovation. L'investissement, notamment dans la recherche, c'est l'emploi de demain. On demande des compétences dont on ne parlait pas il y a cinq ans, comme gestionnaire de réseaux sociaux. Pour réussir, il faut savoir acquérir rapidement les compétences nécessaires pour remplir les nouvelles fonctions, et être capable d'innover. Cette réorientation ne pourra être opérée qu'avec un nouvel entrepreneuriat et des travailleurs mieux formés, car le développement a besoin de salariés innovants, aux compétences reconnues, bien rémunérés, occupant des emplois stables et prenant une part active aux décisions.

L'Europe devrait être un lieu paisible, où il fait bon vivre, dans une société assurant le respect des individus qui la composent et de leurs différences. L'Europe devrait garantir la solidarité, la justice, le respect de l'environnement, la démocratie et l'État de droit. Elle devrait vivre en bonne intelligence avec ceux qui l'entourent. Ses régimes de protection sociale performants ont estompé les clivages sociaux ; ils méritent d'être protégés. Même si elle peine à transcender les États-nations, l'Europe promeut une gouvernance cosmopolite, multilatérale, basée sur le droit international. Sécularisée, tolérante, elle s'inspire de l'espérance kantienne en une politique intérieure mondiale, car les Européens tiennent à la solidarité et à la sécurité. C'est pourquoi ils rejettent le recours à la force, sauf légitime défense. Mais cette aversion pour la force a

confiné l'UE dans un rôle de « Soft Power », incapable de stabiliser son voisinage et même de rendre inviolables ses frontières extérieures. Faute de puissance militaire, l'UE est aussi inadéquate face aux terroristes et aux autocrates que la *Société des Nations* face aux totalitarismes des années 1930.

Pour s'armer moralement contre les menaces qui pèsent sur elle de l'extérieur, et pour parer à son délitement interne, l'Europe devrait développer et approfondir son modèle multiculturel. Inspirons-nous du programme d'échange *Erasmus* et du *processus de Bologne*, bien plus efficaces pour faire rayonner nos valeurs que le *Service européen d'action extérieure*. L'*Espace Schengen* et la *zone euro*, malgré leurs récents déboires, restent des exemples à suivre, tant leurs bénéfiques sont importants.

À défaut d'un tel effort collectif, l'Europe demeurera une zone de libre-échange, de moins en moins souveraine, où le consommateur trouvera de plus en plus de produits de moins en moins chers, mais sera à la merci des puissances d'argent ou étrangères.

Devant la carence de nos gouvernants, c'est à nous, les citoyens européens patriotes, de prendre en mains notre avenir, celui des États membres et de l'Europe, en soutenant, lors des prochains scrutins, ceux des candidats qui veulent accroître l'efficacité des dépenses actuelles de défense, en promouvant le fédéralisme européen. Les nationalistes, les souverainistes, les populistes ne conduisent qu'à la guerre... Heureusement, ils perdent les élections lorsqu'ils trouvent en face d'eux des hommes et des femmes qui ont une vue à long terme de notre avenir et qui partagent les valeurs reconnues par l'Europe. Nous l'avons constaté en **Autriche** fin 2016 et récemment aux **Pays-Bas**. Dans toute l'Europe, les citoyens européens devraient soutenir de tels candidats et se prononcer en faveur d'une société humaniste, celle des **Etats-Unis d'Europe**, capable de peser sur les relations internationales, pour garantir notre liberté, notre sécurité et notre défense. Les « Quatre Grands » finiront par les rejoindre...

C'est ce que nous faisons au sein de la *Société européenne de défense (S€D)* (cliquer), association internationale sans but lucratif (AISBL) de droit belge, ce qui s'apparente aux associations françaises « loi de 1901 ».

**Jean Marsia**, président de la S€D



Contact : [redaction@wukali.com](mailto:redaction@wukali.com)

WUKALI 23/03/2017

Partagez cet article !

## A propos d'Wukali - Votre magazine des arts en ligne

WUKALI se veut une certaine idée de l'art, c'est à dire du plaisir de la connaissance, ce besoin fusionnel et intemporel de l'amour du beau qui nous rend tous plus humains, une autre perception de la communication et de l'information culturelle WUKALI est né d'un projet généreux, volontaire, (...)  
En savoir plus »

## Abonnez-vous (RSS)

Actualités  
Livres, Arts, Scènes  
Musiques  
Mode & Lifestyle  
Wukali  
Dîner-Conférence  
Toutes les poésies  
La Galerie des Photographes  
Agora  
Histoire

## Accès rapide

Actualités

- Dossiers
- Metz et sa région
- Monde
  - Un médecin français en Syrie
- Retour vers 2012
- Société

Agora

Livres, Arts, Scènes

- Antiquités
- Archéologie
- Civilisation

## Thèmes

### Flash actualité

Bruxelles Madrid  
Espagne France (Métropole) Allemagne Europe  
Belgique Berlin Italie Diplomatie et relations  
internationales Politique française Francophonie  
Société monde